

**RAPPORT N° 2024/5-20  
au Bureau de la Communauté  
en séance du jeudi 31 octobre 2024**

**OBJET**

**CONCESSION DE SERVICE VALANT AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION D'UN ESPACE DESTINE A DES SERVICES DE MOBILITE EN LIBRE-SERVICE A PROXIMITE DE LA PEPINIERE LE KUB A SAINT-DENIS – DECLARATION SANS SUITE DE LA CONSULTATION.**

**ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 5 – EVOLUER VERS UN TERRITOIRE « 100% MOBILE » / ENGAGEMENT 12 –PRIVILEGIER LES MOBILITES ACTIVES PAR RAPPORT A LA VOITURE INDIVIDUELLE**

Souhaitant promouvoir l'éco-mobilité et déployer de nouveaux services de mobilité sur son territoire, la CINOR souhaite développer et soutenir une offre d'autopartage sur un emplacement localisé à proximité du bâtiment du KUB à Sainte-Clotilde, à destination des résidents de son territoire.

Une consultation sous forme de procédure simplifiée a été initiée le 6 juin 2024 en vue de l'attribution à un exploitant d'un emplacement destiné à l'aménagement et l'installation d'une première plateforme pouvant accueillir différents véhicules électriques, dans le cadre d'une concession de service valant autorisation d'occupation temporaire d'une durée de 5 ans, conformément d'une part à l'ordonnance 2017-562 du 19 avril 2017, modifiant les articles L 2122-1-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP) et obligeant à la mise en concurrence, et d'autre part à l'article 10.1 du décret n° 2016-86 du 1<sup>er</sup> février 2016 relatif aux contrats de concession.

La surface totale de l'espace retenu pour déployer cette activité est de 70 m<sup>2</sup> situé sur le parking extérieur du KUB.

Les prestations attendues ont pour objectifs communs de proposer un service d'autopartage avec un système de réservation par application numérique, d'installer un carport solaire alimentant une flotte de véhicules et d'offrir une mise à disposition de véhicules électriques en autopartage, de vélo à assistance électrique en libre accès et de scooters électriques.

L'occupant devra réaliser à ses frais les aménagements et la signalisation verticale et horizontale des stations. Il prendra à sa charge toute installation qu'il estimera nécessaire à la bonne exécution de son activité et assurera à ses frais l'entretien et la maintenance de cet emplacement et de tous équipements qu'il aura installés pour l'exécution de son activité.

A l'issue de cette consultation, une seule candidature, celle de la SAS REZOLA représentée par Monsieur Jules Dieudonné a été reçue.

Après une première analyse de son offre, il a été engagé avec le candidat une négociation pouvant porter sur la redevance fixe ainsi que sur ses attentes formulées sur des travaux à effectuer à la charge de la CINOR.

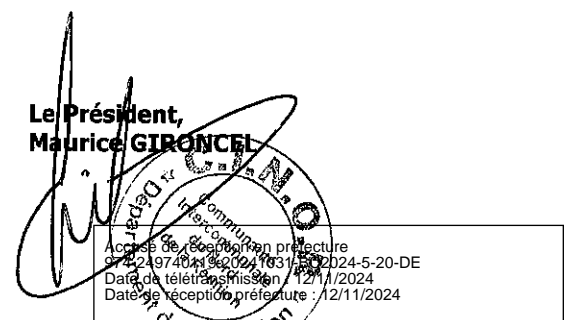
Suite à la négociation en date 25 septembre 2024, le candidat a précisé son offre en souhaitant une baisse du montant de la redevance fixe de 22% et un nombre minimum de 3 sites. Par conséquent, il est proposé que par principe d'égalité des candidats, cette déclaration soit déclarée sans suite. Il apparaît que la baisse demandée sur la redevance fixe peut être considérée comme substantielle. De même, le cahier des charges de la consultation ne prévoit que la mise à disposition d'un seul site, au regard des disponibilités foncières actuelles. (Cf. rapport joint en annexe)

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- Autoriser le Président à déclarer sans suite, pour les motifs exposés ci-dessus, la consultation relative à l'attribution d'une concession de service valant autorisation d'occupation temporaire (AOT) pour l'exploitation d'un espace destiné à des services de mobilité en libre-service et à effectuer toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N°2024/5-20  
du Bureau de la Communauté  
en séance du jeudi 31 octobre 2024**

**OBJET**

**CONCESSION DE SERVICE VALANT AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION D'UN ESPACE DESTINE A DES SERVICES DE MOBILITE EN LIBRE-SERVICE A PROXIMITE DE LA PEPINIERE LE KUB A SAINT-DENIS – DECLARATION SANS SUITE DE LA CONSULTATION.**

**ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 5 – EVOLUER VERS UN TERRITOIRE « 100% MOBILE » / ENGAGEMENT 12 –PRIVILEGIER LES MOBILITES ACTIVES PAR RAPPORT A LA VOITURE INDIVIDUELLE**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20241031-BC2024-5-20-DE  
Date de télétransmission : 12/11/2024  
Date de réception préfecture : 12/11/2024

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE**

D'autoriser le Président à déclarer sans suite la consultation relative à l'attribution d'une concession de service valant autorisation d'occupation temporaire (AOT) pour l'exploitation d'un espace destiné à des services de mobilité en libre-service et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Nombre de votants : 12  
Suffrages exprimés : 12  
Vote pour : 12  
Vote contre : 00  
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

07 NOV 2024

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**

